

**No. 36608**

---

**France  
and  
Monaco**

**Agreement between the Government of the French Republic and the Government of His Serene Highness the Prince of Monaco on maritime search and rescue (with annex). Monaco, 19 April 1999**

**Entry into force:** *19 April 1999 by signature, in accordance with article 14*

**Authentic text:** *French*

**Registration with the Secretariat of the United Nations:** *France, 11 May 2000*

---

**France  
et  
Monaco**

**Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco sur la recherche et le sauvetage maritimes (avec annexe). Monaco, 19 avril 1999**

**Entrée en vigueur :** *19 avril 1999 par signature, conformément à l'article 14*

**Texte authentique :** *français*

**Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies :** *France, 11 mai 2000*

[ FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS ]

ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
ET LE GOUVERNEMENT DE SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE PRINCE  
DE MONACO SUR LA RECHERCHE ET LE SAUVETAGE MARITIMES

Le Gouvernement de la République française, d'une part,  
et

Le Gouvernement de Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco, d'autre part,  
ci-après dénommés les Parties,

Vu la Convention internationale de 1979 sur la recherche et le sauvetage maritimes,  
dite Convention de Hambourg ;

Vu la convention de délimitation maritime entre la France et Monaco en date du 16 février 1984;

Rappelant que la République française et la Principauté de Monaco ont toutes deux ratifié la Convention de Hambourg sus-visée :

Rappelant qu'aux termes du paragraphe 2.1.7 de cette convention, "la délimitation des régions de recherche et de sauvetage n'est pas liée à celle des frontières existant entre les Etats et ne préjuge aucunement de ces frontières";

Considérant qu'aux termes du paragraphe 3.1.8 de cette convention "les Parties devaient conclure avec les Etats voisins des accords en matière de recherche et de sauvetage";

Rappelant que la Conférence tenue à Valence (Espagne) du 8 au 12 septembre 1997 à l'initiative de l'Organisation maritime internationale a attribué à la France une "région de recherche et de sauvetage" en Mer Méditerranée;

Rappelant qu'aux termes du décret no 88-531 du 2 mai 1988 portant organisation du secours, de la recherche et du sauvetage des personnes en détresse en mer, la responsabilité des opérations de recherche et de sauvetage des personnes en détresse en mer, dans les zones de responsabilité française, appartient en métropole au Préfet maritime :

Rappelant qu'aux termes du même décret le Centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage (CROSS), dirigé par un Administrateur des Affaires maritimes représentant permanent du Préfet maritime est "centre de coordination du sauvetage" au sens de la convention sus-visée ;

Rappelant qu'en application de l'article L. 140-1 du Code de la Mer, institué par la loi 1198 du 27 mars 1998, conférant au Directeur de la Sûreté publique l'organisation et la direction des opérations de sauvetage en mer, la Sûreté publique de Monaco a la responsabilité du sauvetage maritime ;

Sont convenus de ce qui suit :

*Article 1er*

Aux fins du présent accord:

-- "Convention SAR" désigne l'annexe de la Convention internationale sur la recherche et le sauvetage maritimes, signée à Hambourg le 27 avril 1979, et ses amendements;

-- "CROSS La Garde" désigne le Centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage de Méditerranée, centre principal de La Garde (appellation internationale : MRCC La Garde) ;

-- "moyens monégasques", désigne les moyens de recherche et de sauvetage des pouvoirs publics monégasques;

-- "opération de recherche et de sauvetage" désigne toute action d'un organisme public compétent correspondant à l'objet et entrant dans le cadre de la convention SAR, même lorsque cette action ne comporte pas l'intervention de moyens mobiles nautiques, terrestres ou aériens ;

-- "Police maritime" désigne la Division de police maritime et aéroportuaire de la Sûreté publique de Monaco.

D'une manière générale, les définitions des termes employés dans le présent accord sont celles de la convention SAR ou celles du manuel de recherche et de sauvetage de l'Organisation maritime internationale (OMI).

Les dispositions applicables dans le présent accord aux opérations de recherche et de sauvetage s'appliquent également aux exercices de recherche et de sauvetage mis sur pied d'un commun accord entre les Parties.

*Article 2*

Les eaux territoriales monégasques sont comprises dans la région de recherche et de sauvetage attribuée à la France en Méditerranée.

Dans cette région de recherche et de sauvetage, le centre de coordination du sauvetage est le CROSS La Garde, sous l'autorité du Préfet maritime de la Méditerranée.

Dans le cadre du système mondial de détresse et de sécurité en mer (SMDSM), ce centre assure la réception des alertes provenant des eaux territoriales monégasques

*Article 3*

Selon des modalités d'exécution internes à la Sûreté publique de Monaco, sous réserve des dispositions du paragraphe 12 du présent accord, la Police maritime:

- est considérée comme "poste d'alerte", au sens des textes de l'OMI, chargé de retransmettre au CROSS La Garde les alertes reçues à Monaco;

- est chargée de la mise en oeuvre des moyens monégasques;

- sert d'intermédiaire entre le CROSS La Garde et toutes les autorités monégasques au cours des opérations de recherche et de sauvetage.

*Article 4*

La Police maritime peut prendre l'initiative de faire intervenir les moyens monégasques pour une opération se déroulant dans les eaux territoriales monégasques, à charge pour elle d'en informer le CROSS La Garde selon les modalités prévues à l'article 12.

*Article 5*

La Police maritime peut, si l'urgence le recommande, prendre l'initiative de faire intervenir les moyens monégasques pour une opération se déroulant dans les eaux avoisinant les eaux territoriales monégasques, à charge pour elle d'en rendre compte immédiatement au CROSS La Garde et de solliciter ses instructions.

*Article 6*

Le CROSS La Garde peut faire appel aux moyens monégasques pour des opérations correspondant à leurs caractéristiques se déroulant en dehors des eaux territoriales monégasques. La Police maritime assure, si besoin est, le relais des communications opérationnelles avec ces moyens.

*Article 7*

Le CROSS La Garde est l'intermédiaire, en matière d'opération de recherche et de sauvetage, entre les autorités monégasques et les autorités françaises, ainsi qu'entre les autorités monégasques et les autorités étrangères aux Parties.

*Article 8*

Les moyens d'une des Parties participant à une opération de recherche et de sauvetage ont libre accès dans les eaux territoriales ou intérieures de l'autre Partie, ou droit de survol de celles-ci.

*Article 9*

Les moyens d'une des Parties participant à une opération de recherche et de sauvetage peuvent faire escale dans un port ou sur un aéroport de l'autre Partie, sous réserve que cette escale soit techniquement possible dans le port ou aéroport considéré.

*Article 10*

Dans tous les cas d'opérations de recherche et de sauvetage de personnes, les frais relatifs aux moyens publics et ceux relatifs aux moyens privés soumis à l'obligation de porter secours, restent à la charge de l'exploitant (armateur, propriétaire, service affectataire ou autre) de ce moyen.

*Article 11*

Le CROSS La Garde peut concourir à la formation de personnels de la Police maritime.

*Article 12*

Le Chef de la Division de Police maritime et aéroportuaire et le Directeur du CROSS Méditerranée arrêtent en commun les modalités pratiques des relations entre la Police maritime et le CROSS La Garde pour l'exécution du présent accord, s'il y a lieu selon les directives arrêtées en commun par le Directeur de la Sûreté publique de Monaco et le Préfet maritime de la Méditerranée.

Ils échangent tout document et toute information utiles à leur bonne coopération.

Le CROSS La Garde est en particulier tenu informé par la Police maritime de la disponibilité des moyens monégasques affectés au sauvetage.

*Article 13*

Le Chef de l'Organisme d'études et de coordination pour la recherche et le sauvetage en mer (dit Organisme SECMAR) et le Directeur de la Sûreté publique de Monaco arrêtent d'un commun accord, les modalités de l'assistance qu'apporte l'Organisme SECMAR aux autorités et services monégasques dans le domaine des études et de l'information relatives aux questions de sauvetage en mer.

*Article 14*

Le présent Accord entrera en vigueur à la date de sa signature.

Il est conclu pour une durée illimitée, chacune des Parties pouvant le dénoncer en notifiant par écrit à l'autre Partie, par voie diplomatique, son intention d'y mettre fin. Cette dénonciation prend effet six mois après sa date de notification.

Il peut être modifié, après accord entre les Parties, sous forme d'échange de lettres.

Fait à Monaco le 19 avril 1999, en double exemplaire.

Pour le Gouvernement de la République française :

PHILIPPE PERRIER DE LA BÂTHIE

Pour le Gouvernement de Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco :

PHILIPPE DESLANDES

ANNEXE

DÉFINITIONS EXTRAITES DES DOCUMENTS DE L'OMI

- "Région de recherche et de sauvetage: région de dimensions déterminées dans les limites de laquelle sont fournis des services de recherche et de sauvetage" (Convention SAR, chapitre 1, paragraphe 1.3.1).
- "Centre de coordination du sauvetage: centre chargé d'assurer l'organisation efficace des services de recherche et sauvetage et de coordonner les opérations de recherche et sauvetage dans une région de recherche et sauvetage" (Convention SAR, chapitre 1, paragraphe 1.3.2).
- "Poste d'alerte: tout moyen autre qu'une station radio-côtière destiné à servir d'intermédiaire entre une personne qui signale un incident ou un autre cas d'urgence et le centre de coordination du sauvetage ou le centre secondaire de sauvetage" (Manuel de recherche et de sauvetage de l'OMI, définitions).

[TRANSLATION - TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF HIS SERENE HIGHNESS THE PRINCE OF MONACO ON MARITIME SEARCH AND RESCUE

The Government of the French Republic, on the one hand,  
and

The Government of His Serene Highness the Prince of Monaco, on the other, hereinafter referred to as the Parties,

Considering the International Convention on Maritime Search and Rescue of 1979, known as the Hamburg Convention;

Considering the Convention on Maritime Delimitation between France and Monaco of 16 February 1984;

Recalling that the French Republic and the Principality of Monaco have both ratified the above-mentioned Hamburg Convention;

Recalling that in accordance with paragraph 2.1.7 of that Convention, "the delimitation of search and rescue regions is not related to and shall not prejudice the delimitation of any boundary between States";

Considering that in accordance with paragraph 3.1.8 of that Convention, "Parties should enter into search and rescue agreements with neighbouring States";

Recalling that the Conference held in Valencia (Spain) from 8 to 12 September 1997 on the initiative of the International Maritime Organization designated a "search and rescue region" for France in the Mediterranean sea;

Recalling that in accordance with decree No. 88-531 of 2 May 1988 on the organization of assistance, search and rescue for persons in distress at sea, the maritime prefect in metropolitan France is responsible for search and rescue operations for persons in distress at sea in areas under French responsibility;

Recalling that in accordance with the same decree, the Regional Surveillance and Security Operations Centre (CROSS), directed by the administrator of maritime affairs and permanent representative of the maritime prefect, serves as the "rescue coordination centre" within the meaning of the above-mentioned Convention;

Recalling that pursuant to article L.140-1 of the maritime code instituted by act No. 1198 of 27 March 1998, entrusting the Director of Public Security with the organization and management of rescue operations at sea, the public security service of Monaco is responsible for maritime rescue;

Have agreed as follows:

*Article 1*

For the purposes of this agreement:

"SAR Convention" means the annex to the International Convention on Maritime Search and Rescue signed at Hamburg on 27 April 1979 and its amendments;

"CROSS La Garde" means the Mediterranean Regional Surveillance and Security Operations Centre based at La Garde (international appellation: MRCC La Garde);

"Monegasque capacities" means the search and rescue capacities of the Monegasque authorities;

"Search and rescue operation" means any action carried out by a competent public body in line with the objective and within the framework of the SAR Convention, even when that action does not involve the use of sea, land or air transport capacities;

"Maritime police" means the maritime and airport police division of the public security service of Monaco.

In general, the definitions of terms used in this Agreement shall correspond to those contained in the SAR Convention or in the International Maritime Organization (IMO) Search and Rescue Manual.

The provisions of this Agreement which are applicable to search and rescue operations shall apply also to search and rescue exercises undertaken by joint agreement between the Parties.

#### *Article 2*

The Monegasque territorial waters shall be included in the search and rescue region designated for France in the Mediterranean.

In this search and rescue region, the rescue coordination centre shall be CROSS La Garde, under the authority of the maritime prefect for the Mediterranean.

Within the framework of the Global Maritime Distress and Security System (GMDSS), this centre shall be responsible for receiving alerts emanating from Monegasque territorial waters.

#### *Article 3*

In accordance with the internal operating procedures of the public security service of Monaco, and subject to the provisions of paragraph 12 of this Agreement, the maritime police:

Shall be considered the "alerting post" within the meaning of the IMO texts, responsible for relaying alerts received in Monaco to CROSS La Garde;

Shall be responsible for activating the Monegasque capacities;

Shall serve as an intermediary between CROSS La Garde and all the Monegasque authorities during search and rescue operations.

#### *Article 4*

The maritime police may take the initiative of engaging the Monegasque capacities in operations taking place in Monegasque territorial waters and shall be responsible for in-



forming CROSS La Garde thereof in accordance with the modalities envisaged in article 12.

*Article 5*

In case of urgency, the maritime police may take the initiative of engaging the Monegasque capacities in operations taking place in waters adjacent to the Monegasque territorial waters and shall be responsible for sending an immediate report thereof to CROSS La Garde and requesting its instructions.

*Article 6*

CROSS La Garde may call upon the Monegasque capacities for operations to which they are suited which are taking place beyond Monegasque territorial waters. The maritime police shall, if necessary, relay operational communications with these capacities.

*Article 7*

In search and rescue operations, CROSS La Garde shall be the intermediary between the Monegasque authorities and the French authorities, and between the Monegasque authorities and authorities other than those of the Parties.

*Article 8*

The capacities of either Party participating in a search and rescue operation shall have free access to the territorial or internal waters of the other Party, and the right to fly over them.

*Article 9*

The capacities of either Party participating in a search and rescue operation may call at a port or airport of the other Party provided that it is technically possible to call at the port or airport in question.

*Article 10*

In all cases of search and rescue operations for persons, the costs relating to public capacities and those relating to private capacities which have an obligation to render assistance shall be met by the operator (shipowner, owner, service involved or other entity).

*Article 11*

CROSS La Garde may assist in the training of maritime police staff.

*Article 12*

The chief of the maritime and airport police division and the director of CROSS Méditerranée shall jointly agree upon the practical modalities of relations between the maritime police and CROSS La Garde for the implementation of this Agreement, if necessary on the basis of guidelines jointly agreed upon by the director of public security of Monaco and the maritime prefect for the Mediterranean.

They shall exchange all documents and information necessary for proper cooperation.

In particular, CROSS La Garde shall be kept informed by the maritime police of the availability of the Monegasque capacities assigned to rescue operations.

*Article 13*

The chief of the research and coordination unit for maritime search and rescue (known as the SECMAR unit) and the director of public security of Monaco shall jointly agree upon the modalities for the assistance to be rendered by the SECMAR unit to the Monegasque authorities and services in the area of research and information on maritime rescue issues.

*Article 14*

This Agreement shall enter into force on the date of its signature.

It is concluded for an indefinite period. Either Party may terminate the Agreement by sending written notification to the other Party through the diplomatic channel of its intention to terminate it. Such termination shall take effect six months after the date of notification.

This Agreement may be modified by agreement between the Parties in the form of an exchange of letters.

DONE at Monaco on 19 April 1999, in two copies.

For the Government of the French Republic:

PHILIPPE PERRIER DE LA BÂTHIE

For the Government of His Serene Highness the Prince of Monaco:

PHILIPPE DESLANDES

ANNEX

DEFINITIONS TAKEN FROM IMO DOCUMENTS

"Search and rescue region: an area of defined dimensions within which search and rescue services are provided" (SAR Convention, chapter 1, paragraph 1.3.1).

"Rescue coordination centre": a unit responsible for promoting efficient organization of search and rescue services and for coordinating the conduct of search and rescue operations within a search and rescue region" (SAR Convention, chapter 1, paragraph 1.3.2).

"Alerting post": any facility other than a coast radio station designed to serve as an intermediary between a person reporting an incident or other emergency and a rescue coordination centre or rescue sub-centre" (IMO Search and Rescue Manual, definitions).

